

## **Déclaration unitaire FASE, GU, Alternatifs, NPA, PCF, PCOF, PG**

*Les partis et mouvements réunis ce jour, lundi 28 septembre, dans le cadre d'un groupe de travail sur les Régionales ont fait la déclaration suivante :*

Dans une situation marquée par une offensive accélérée de la droite et du patronat contre l'ensemble des droits sociaux et des droits démocratiques, nous appelons à soutenir et à contribuer aux mobilisations et aux luttes de façon les plus larges et les plus unitaires possible dans la perspective d'une confrontation politique et sociale avec le pouvoir et le patronat. L'enjeu est de faire subir, enfin, une défaite à ce pouvoir réactionnaire. Les sujets ne manquent pas : la privatisation de la Poste, la multiplication des plans de licenciements, le travail du dimanche, la précarisation du travail et des conditions de vie, la remise en cause du droit aux études pour tous et toutes, l'augmentation du forfait hospitalier, la mise au pas des libertés publiques, les expulsions massives de travailleurs immigrés... Beaucoup de manifestations, d'initiatives sociales et politiques, se mettent en place en cette rentrée. Nous les soutenons ensemble comme la votation citoyenne contre le changement de statut de la Poste, la manifestation pour le droit des femmes du 17 octobre, les marches pour l'emploi, contre la précarité et les licenciements ou les initiatives en riposte au sommet « climat » de Copenhague...

La crise du capitalisme, économique et écologique, continue ses ravages démentant les discours trompeurs sur la reprise et la moralisation de celui-ci. Les États ont distribué des centaines de milliards d'euros ou de dollars aux responsables de la crise financière. Ils demandent maintenant à la population et au monde du travail de payer cette facture, de payer l'addition pour les banques, de payer à la place des pollueurs. La crise écologique s'accroît, alimentée par la logique productiviste du capitalisme : réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles et des terres cultivables, pollutions. Cette crise conduit à la mise en danger des moyens d'existence de millions d'être humains et menace gravement la biodiversité. Il y a urgence et les belles déclarations des gouvernants ne sont pas suivies d'actes conséquents. Nous voulons rompre avec cette logique toujours plus folle du capitalisme productiviste. Nous voulons une politique qui remette en cause la logique du profit pour satisfaire les besoins élémentaires et durables de la population.

Face à un capitalisme de plus en plus brutal et sauvage et à un gouvernement bien décidé à accélérer le rythme de ses attaques, rien ne doit détourner de la nécessaire construction d'une alternative à la logique du système capitaliste et productiviste. Sur cette base, il faut œuvrer à gagner la majorité des travailleurs et des citoyens aux perspectives ouvertes par une gauche de combat. Voilà nos priorités.

Or, Face à la détermination du pouvoir Sarkozyste, nous assistons au contraire à un nouveau glissement à droite de la gauche d'accompagnement avec la tentative de construction d'une coalition de centre-gauche PS/MODEM/Europe Ecologie et le projet de primaires. C'est à dire d'une gauche qui va toujours plus vers la droite et risque de favoriser ainsi les futures victoires électorales de cette dernière comme le prouve malheureusement la situation italienne.

Dans ce contexte, les forces qui composent la gauche antilibérale et anticapitaliste ont le devoir de tout faire pour battre la droite et offrir une autre voie : un débouché politique qui permette de mettre en œuvre un programme traduisant dans les régions les exigences

populaires issues des mobilisations, un programme régional véritablement alternatif au libéralisme et au productivisme.

Il s'agit, ensemble, non seulement de contrecarrer l'offensive politique de la droite et du libéralisme pour défendre les exigences du monde du travail, encourager les résistances mais plus fortement inverser le rapport de forces dans les urnes et dans les luttes.

A ce stade, nous savons que des approches différentes existent entre nous sur plusieurs points. Ils sont connus et nous n'avons pas cherché à les esquiver au cours de notre rencontre.

Nous ne pouvons préjuger des décisions souveraines de chacun de nos partis.

Mais nous décidons de constituer un cadre politique national de discussion commun en vue de vérifier la possibilité d'aller ensemble aux régionales.

C'est pourquoi les partis et courants politiques réunis ce jour se sont mis d'accord pour une prochaine réunion de notre groupe de travail sur les Régionales le mercredi 7 octobre. Il aura pour première tâche d'élaborer un calendrier qui permettra d'organiser les discussions sur tous les points à régler afin de trouver un accord

C'est un premier pas mais il est important car les enjeux de ces élections sont non seulement régionaux mais nationaux. Ensemble, nous pouvons contribuer à inverser le rapport de force entre la droite, le patronat et les classes populaires dans les luttes et dans les urnes.

**Signataires : Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Gauche unitaire, Les Alternatifs, Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti de gauche (PG).**

On également assisté à cette réunion au titre d'observateurs, des délégations du Forum social des quartiers populaires (FSQP) et de Lutte ouvrière (LO).